



#MeTooÉcole: un collectif exhorte Macron à "protéger" les enfants

(), (AFP) -

Un collectif citoyen de parents d'élèves exhorte Emmanuel Macron, dans une lettre ouverte publiée par La Tribune dimanche, à "protéger" les enfants après une série de signalements d'agressions sexuelles dans des écoles, notamment à Paris.

"Nous sommes #MeTooÉcole. La voix de parents, de citoyens, d'enseignants unis dans un même combat: lutter contre les violences faites aux enfants dans les écoles", peut-on lire dans cette lettre.

"Tout commence par des pleurs, des peurs, des cauchemars ou des comportements inhabituels. On relativise... jusqu'au jour où une information révèle que ces changements sont les conséquences de violences physiques, morales ou sexuelles", ajoute le collectif fondé le 20 novembre.

Cet appel à une "prise de parole et des actions fortes", lancé à la fois au chef de l'Etat et à son épouse Brigitte Macron, survient après une série de signalements d'agressions sexuelles commises sur des enfants dans des écoles maternelles, notamment dans le cadre du périscolaire.

"Comment imaginer que l'on puisse confier son enfant à l'école en toute confiance et que de tels actes puissent y être commis ?", interroge le collectif. "Derrière ces faits, c'est toute une culture de la gifle, du +ce n'est pas si grave+, qui continue de protéger les adultes plutôt que les enfants."

"Les parents se retrouvent désemparés et seuls avec leur incompréhension face à des institutions qui ne veulent pas faire de vagues", peut-on lire dans la lettre. "L'enfant, lui, est prié de retourner en classe, comme si sa douleur et sa parole n'avaient aucune valeur."

A la suite des révélations, la ville de Paris a annoncé un plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles faites aux enfants dans les écoles, a créé un poste de défenseur des enfants et promis un renforcement de la formation des animateurs du périscolaire.

Patrick Bloche, premier adjoint PS chargé de l'éducation et de la petite enfance à la mairie de Paris a assuré dans un entretien à la Tribune Dimanche que des "sanctions disciplinaires à tous les niveaux" seront prononcées à la suite des signalements récents.

Il a également "diligenté des saisines de l'inspection générale, menées par un organisme indépendant". Il a reçu un premier rapport concernant l'une des écoles - Alphonse-Baudin (XI^e arrondissement) - qu'il va "présenter aux parents dans les jours qui viennent". Des "inspections générales" sont "en cours dans trois des écoles pour lesquelles il y a eu des signalements (Bullourde, Faidherbe et Servan) et "neuf enquêtes administratives sont menées actuellement, une pour chaque école où il y a eu des signalements".

Cette année, à "Paris, à date, il y a eu 36 suspensions d'animateurs, dont 19 pour violences sexuelles sur mineurs", a précisé M. Bloche.

Le collectif #MeTooÉcole réclame un "contrôle systématique" des antécédents des professionnels au contact des enfants, un "protocole clair pour chaque école avec signalement et protection immédiate de l'enfant" ou encore le lancement d'une enquête administrative et d'un audit national des écoles et structures périscolaires, "en commençant par Paris".

Afp le 07 déc. 25 à 13 17.